

EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE
(Article 2 du décret n°2017-1802 du 28 décembre 2017)

En sa séance du 8 décembre 2022, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (ANOT/2022-0044) :

LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE

DIT qu'il est notoire que Madame Mariamou HALIDANI a possédé le bien situé sur la commune de Chiconi cadastré section AI n° 24, à compter du 26 avril 1990, soit pendant 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil ;

DIT que le présent acte de notoriété est délivré à la requérante (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

ORDONNE les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

RAPPELLE que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfutable de la possession trentenaire.

I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE

- Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) et nom : Madame Mariamou HALIDANI
- Domicile : 3, rue de la providence, 97670 Chiconi
- Date et lieu de naissance : 21 mars 1957 à Ambalavola-Majunga (Madagascar)
- Profession : Retraitée
- Indication de sa capacité juridique : Pleine
- Nom et Prénom du conjoint : Monsieur Abdil-Hadi IBRAHIM
- Date de mariage : 12 septembre 1979
- Régime matrimonial : mariage de droit musulman inscrit à l'état civil

II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE

Situation : Commune de Chiconi.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AI	24	3, rue de la providence, 97670 Chiconi	150m ²

Cette parcelle est à extraire du titre foncier n°1390.

III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES

1^{er} alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« ... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil ».